



Retraites, prix insupportables, étranglement des services publics...

Ça suffit !!!

Reprenons la rue le samedi 23 Septembre

12 septembre 2023

Le gouvernement Macron n'a eu de cesse d'exercer sa violence envers les revendications légitimes de la population française mais aussi en refusant tout débat démocratique, notamment à l'Assemblée Nationale contre la réforme des retraites. D'autres violences sont exercées sur la vie quotidienne des français qui accentuent leurs difficultés à se loger, se nourrir et se former. Ainsi, l'inflation dont une partie est due à l'augmentation des marges des industries agro-alimentaires et des fournisseurs d'énergie, mais aussi la destruction des conquits sociaux (retraite, assurance chômage, sécurité sociale, code du travail) et des services publics (école, hôpital, ...) mettent en danger les plus précaires. De fait, une partie des fonctionnaires bascule vers la pauvreté du fait des salaires insuffisants et de l'inflation galopante. Quant à l'école, la polémique délibérément construite sur l'abaya (260 signalements sur 13 millions d'élèves) vise surtout à détourner les regards de la rentrée scolaire catastrophique pour nos enfants, avec 2100 postes d'enseignants supprimés et 3000 non pourvus et seulement 27% des enfants en situation de handicap qui auront plus de douze heures de cours par semaine.

Entre organisation de violences policières et lois sécuritaires pour réprimer toute contestation, le gouvernement entend ainsi imposer une politique néolibérale répressive qui piétine notre modèle social solidaire, nos libertés publiques et fait le lit de l'extrême droite. La répression syndicale est aussi de plus en plus assumée par l'État et le patronat et les matraquages, gaz lacrymogènes, garde à vue arbitraires et poursuites contre plusieurs centaines de militants lors des manifestations se succèdent. Fait inédit Sébastien Menesplier dirigeant confédéral de la CGT et secrétaire de la fédération Mines et de l'Énergie a été convoqué par la gendarmerie pour fait de grève. Cette violence étatique et policière se porte aussi sur la population lors des manifestations avec un usage décomplexé de tirs LBD et autres armes dites non létales, mais qui causent des dommages physiques graves, et par l'usage d'outils de surveillance et de répression de toute contestation légitime tels les drones et autres outils informatiques de reconnaissance faciale.

Cette violence n'épargne pas la recherche publique et ses agents. La loi de programmation pluri-annuelle et des budgets qui stagnent, ainsi que le recours croissant à l'emploi précaire en place de postes de permanents et un fonctionnement toujours plus orienté vers le financement par appels à projet épuisent les collectifs de recherche. Le gouvernement exige maintenant des ministères, dont celui de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de baisser de 5% les crédits alloués aux établissements, et de geler 1% des crédits restants ! Le 1.5% d'augmentation de la valeur du point d'indice n'est pas compensé non plus et cela devrait se traduire par une ponction d'environ 4 Millions€ sur le budget INRAE. Les opérateurs de l'Etat tel le CNRS (et l'INRAE ?) devraient être mis à contribution pour récupérer des fonds sur leur fonds de roulement. Toutes ces ponctions s'opèrent sur les services publics et singulièrement la Recherche et l'Enseignement Supérieur, au nom des « économies à réaliser », alors que dans le même temps, le budget militaire est abondé de 413,3 milliards d'euros sur la période 2024-2030 !

Le rapport Gillet remis en juin 2023 à la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Madame Retailleau pointe les problèmes de l'enseignement supérieur et de la recherche en particulier le manque de personnel, notamment enseignant, et d'attractivité de la recherche pour les jeunes du fait de salaires qui ne sont plus attractifs. Ce rapport suggère entre autres de faire enseigner les chercheurs des EPSTs et EPIC pour gérer la pénurie au lieu de proposer l'augmentation du nombre de recrutements de maîtres de conférences et reste prisonnier d'une vision néolibérale de la recherche où la compétition et la réduction des dépenses demeure le maître mot.

Dans une telle situation, la CGT-INRAE appelle à rejoindre les marches unitaires initiées dans toute la France par une centaine d'organisations dont la CGT, Solidaires et la FSU, le samedi 23 Septembre 2023 contre les violences étatiques et policières et pour la justice sociale, nos libertés publiques et la paix. Ces marches visent à exiger :

- ▶ L'abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre
- ▶ Une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement.
- ▶ le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique
- ▶ La création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police
- ▶ Un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et de centres sociaux.

Ensemble, soyons plus forts, rejoignez la CGT !



Bulletin d'adhésion à retourner à la CGT-INRAE

Porte de Saint-Cyr, RD 10,
78210 Saint-Cyr l'École
ou cgt@inrae.fr



Centre INRAE :

Qualité (M. ou Mme) : NOM :

Prénom : Date de naissance : .../.../.....

Corps : Grade :

E-mail :